



Syndicat Intercommunal pour la Collecte
et le Traitement des Eaux Usées
des Bassins de la Thève et de l'Ystieux

République Française
Département VAL D'OISE
SICTEUB

Envoyé en préfecture le 09/12/2020
Reçu en préfecture le 09/12/2020
Affiché le 09/12/2020
ID : 095-200091924-20201209-2020_053-DE



DELIBERATION DU COMITE SYNDICAL

Séance du 03/12/2020

| Nombre de membres | | |
|-------------------|----------|---------------------------|
| Afférents | Présents | Qui ont pris part au vote |
| 42 | 31 | 33 |

| Vote |
|----------------------|
| A la majorité |
| Pour : 30 |
| Contre : 0 |
| Abstention : 3 |

Acte rendu exécutoire après dépôt
en Sous-Préfecture

Le :

Et

Publication ou notification du :

L'an 2020, le 3 Décembre à 18 : 30, le Comité Syndical du SICTEUB s'est réuni s'est réuni en vidéo conférence conformément à la loi n°2020-1379 du 14 Novembre 2020, sous la présidence de Monsieur DESSE Daniel, Président, en session ordinaire. Les convocations individuelles, l'ordre du jour et les notes explicatives de synthèse ont été transmises par écrit aux délégués syndicaux le 23/11/2020.

Présents : M. DESSE Daniel, Président, M. POIRIER Henri, M. DUCLOS Jean-Noël, M. GAUBOUR Jacques, M. VARON Bernard, Mme HOLLINGER Jacqueline, M. DANIEL Philippe, M. MULLER Patrick, M. LEDOUX Eric, M. LEDRU Gilles, M. SPECQ André, M. MELLA Daniel, M. FALLOT Frédéric, M. FAUVIN Patrick, M. GAILDRAT Olivier, M. BOCQUET Jean-Charles, M. LECLAIRE Patrice, M. ALATI Jacques, Mme POLLET Clarisse, M. EPALLE Jean, M. THERRY Eric, M. BUISSON Jean-Michel, M. DELECLUSE Thibault, M. GUEDON Eric, M. BIZERAY Jean-Jacques, M. FABRE Jacques, M. BRICHE Etienne, M. COLLIN Eric, M. COLLOBER Ernest, M. ABITANTE Nicolas
Suppléant(s) : Mme HOLLINGER Jacqueline (de M. FERRACHAT Sébastien), M. DANIEL Philippe (de M. MOREL Cyril)

Excusé(s) ayant donné procuration : M. DUFUMIER Dominique à M. MULLER Patrick, M. DREVILLE Gérard à M. BOCQUET Jean-Charles, M. DESHAYES François à M. VARON Bernard

Excusé(s) : M. PIN Daniel, M. MOREL Cyril, M. MANSOUX Michel,

Absent(s) : M. ROUDEAU-COOPER Laurent, M. FERRACHAT Sébastien, M. MONNEINS François, M. GRANZIERA Gilles, Mme LOURME Sophie, M. DUFLOS Jérémy, M. RICHARD Philippe, M. DEHON Grégory

A été nommé(e) secrétaire : M. SPECQ André

2020-053 – Rapport d'orientations budgétaires pour l'année 2021

Vu les articles L.2312-1, L.5211-36 et L5217 -10-4 du Code Général des Collectivités Territoriales

Vu la loi n°2015-991 du 7 Août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République

Le Contexte

En application de la Loi NOTRe et du transfert de la compétence Assainissement « Eaux usées et Eaux Pluviales » aux communautés d'agglomération au 1^{er} janvier 2020, le Sictaub a modifié ses statuts et, est devenu syndicat mixte fermé à la carte

Ainsi la communauté d'agglomération de Roissy Pays de France adhère au SICTEUB en représentation substitution de ses communes membres au sein du syndicat qui sont : Marly-la-Ville, Fosses, Survilliers et Saint-Witz (ZI)

Par ailleurs, la loi Grenelle 2 a rattaché la compétence « Eaux pluviales urbaines » à la compétence assainissement. La loi Ferrand-Fesneau renomme la compétence « assainissement des eaux usées » de sorte que les eaux pluviales redeviennent une compétence communale. Pour les communautés de communes, la gestion des eaux pluviales, restera donc facultative.

En revanche, pour les communautés d'agglomération, la compétence « eaux pluviales urbaines » devient obligatoire. Le terme « URBAIN » est très important car ne sont concernés que les réseaux, et ouvrages d'eaux pluviales des communes, situés en zone U et AU du PLU. Exception faite pour les exécutoires de ces ouvrages ou réseaux d'eaux pluviales situés dans une autre zone du PLU. Ils seront considérés comme ouvrages d'eaux pluviales urbaines par association aux réseaux s'y déversant.

Dans ce contexte, la communauté d'agglomération de Roissy Porte de France a transféré au SICTEUB dans le courant de l'année 2020, par délibération n°19-311 du 19 Décembre 2019

Les compétences exercées par le SICTEUB sont donc les suivantes :

Eaux usées :

La collecte, le transport et le traitement des eaux usées (investissement et fonctionnement)

Mise en conformité des branchements d'assainissement et du respect du séparatif à compter depuis le 1^{er} janvier 2019.

Suivi des industriels et des assimilés domestiques.

Service public d'assainissement non collectif :

Contrôle des installations d'assainissement non collectif

Contrôle de la conception et de l'exécution pour les installations neuves ou à réhabiliter

Diagnostic initial et contrôle préalable aux ventes pour les installations existantes

Contrôle périodique de l'entretien

Eaux pluviales urbaines

Collecte, transport et traitement des eaux pluviales urbaines.

Cette compétence est obligatoire pour les communautés d'agglomération membres du Syndicat ainsi que pour les communautés de communes qui ont pris la compétence des eaux pluviales urbaines, ou à la carte sur demande individuelle des communes membres.

Une étude financière pour le transfert de compétence assainissement des eaux usées et traitement des eaux pluviales a été lancée par le CA de Roissy pour l'évaluation du transfert des charges. La réunion de la Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées (CLECT) s'est réunie début novembre 2020.

De ce fait, la prise de compétence effective pour le SICTEUB de la collecte, du transport et du traitement des eaux pluviales urbaines., interviendra au 01 janvier 2021 avec la création d'un budget annexe M14 « Eaux pluviales urbaines »

Celui-ci sera proposé au vote du prochain comité syndical du mois de janvier 2021

La section d'exploitation

1 – Les produits

La redevance assainissement

La redevance assainissement constitue la principale ressource du budget d'exploitation avec une recette moyenne de 2016 à 2019 de 4 630 000.00 euros

Le montant de la redevance a été uniformisé en 2018 à 2 euros/m³ d'eau consommée par commune pour se situer depuis 2019 à 2.10 euros / m³.

Le montant de la redevance assainissement n'a pas augmenté entre 2019 et 2020.

Il est proposé de la porter à 2.15 € par mètre cube d'eau consommée ainsi le montant pour 2021 s'élèvera à 5 042 854.95 €, puis il sera proposé de fixer cette redevance à 2.20 € par mètre cube consommé à partir de 2022.

La Participation pour le Financement de l'Assainissement Collectif

Depuis 2015, le Sictaub a mis en place une procédure pour la perception de la Participation pour le Financement de l'Assainissement Collectif (PFAC - qui remplace la PRE depuis le 1^{er} juillet 2012). Le tarif a été harmonisé sur l'ensemble du territoire du Sictaub depuis le 1^{er} octobre 2016.

Le montant de la PFAC est calculé sur la base unitaire du mètre carré construit, suivant un prix au mètre carré qui dépend de l'usage de chaque local.

La valeur de base du mètre carré est de 16 euros, elle est appliquée au logement individuel. A cette valeur de base est appliqué un coefficient de réduction suivant la destination du local. Ce prix au mètre carré est ensuite multiplié par la surface plancher.

La PFAC représente pour 2019 environ 7% des recettes réelles de fonctionnement.

Pour 2020, le montant de recettes prévu était de 600 000 €. En 2021, l'estimation de la PFAC est de 440 000.00 €

Produits des ventes

| | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 |
|--|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|
| 70611 - Redevance d'assainissement collectif | 4 031 179,00 | 5 042 854,95 | 5 263 333,26 | 5 368 599,92 | 5 475 971,91 | 5 585 491,36 | 5 697 201,18 |
| 704 - Travaux | 486 406,00 | 440 000,00 | 451 000,00 | 457 000,00 | 460 000,00 | 465 000,00 | 470 000,00 |
| 7062 - Redevances d'assainissement non collectif | 1 900,00 | 1 900,00 | 1 900,00 | 1 900,00 | 1 900,00 | 1 900,00 | 1 900,00 |

Le Produit des recettes des contrôles des branchements particuliers dans le cadre des ventes.

Les recettes liées aux contrôles de bonne séparation des eaux usées et des eaux pluviales des branchements particuliers dans le cadre des ventes augmentent d'année en année.

En 2019, plus de 1000 visites ont été effectuées par les techniciens collecte du Sictaub.

Depuis février 2019, suite à l'accroissement des demandes de rendez-vous, il a été décidé de modifier l'organisation des « tournées » sur le terrain en ajoutant une journée de visites supplémentaires par semaine, pour arriver à trois jours par semaine de visites soit 8 contrôles de plus par semaine. Un troisième technicien a été recruté en renfort.

En raison de la crise sanitaire de l'année 2020, et du confinement général du mois de mars, le chiffre attendu ne sera pas atteint.

En 2021, il sera proposé au comité syndical de revoir le montant du contrôle de conformité qui est actuellement de 124.00 €. Ce montant n'a pas été réévalué depuis 2016 et il convient de prendre en compte dans le coût du service, l'embauche d'un nouveau technicien en 2018 et l'achat des deux véhicules électriques. Il sera proposé au comité syndical de porter le coût du contrôle à 160,00 TTC et d'allonger son délai de validité pour le porter à 1 an renouvelable 6 mois. (Aujourd'hui ce contrôle est valable 6 mois renouvelable une fois)

De la même façon le contrôle pour les immeubles, et « grosses structures » dans le cadre des ventes sera réévalué à 320.00 TTC pour une demie journée d'intervention pour 2 techniciens et le contrôle des

activités industrielles et non domestiques sera de 215 € TTC pour 2 heures avec trois techniciens (au lieu de 192 € TTC pour 2 heures avec 2 techniciens)

La prime pour bonne épuration

Cette prime est attribuée par l'Agence de l'Eau aux maîtres d'ouvrages publics ou privés des stations de traitement des eaux usées traitant une pollution domestique. Elle est calculée en fonction de la pollution domestique éliminée. Elle représente une recette de 239 000 euros par an pour le Sictueb en 2020 ;

Dans le 11^{ème} programme de l'AESN, le Conseil d'Administration a adopté de nouvelles modalités de calcul de la prime pour épuration pour l'assainissement collectif.

Chaque année à partir de l'année 2019, les taux sont modulés à la baisse de 10% par an jusqu'à arriver à la suppression de la prime en 2025.

La prévision pour 2021 est de 215 100,00 €

| | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 |
|---|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|
| 741 - Primes d'épuration | 239 000,00 | 215 100,00 | 193 590,00 | 174 231,00 | 156 807,90 | 0,00 | 0,00 |
| 748 - Autres subventions d'exploitation | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 747 - Subventions et participations des collectivités territoriales | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| TOTAL | 239 000,00 | 215 100,00 | 193 590,00 | 174 231,00 | 156 807,90 | 141 127,11 | 127 014,40 |

Les autres recettes sont constituées des chapitres 75 et 76.

| | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 |
|---|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|
| 7588 – Autres contrôles des ventes | 120 000,00 | 130 000,00 | 132 000,00 | 135 000,00 | 137 000,00 | 139 000,00 | 141 000,00 |
| 75881 - SUBVENTION BRANCHEMENT DOMAINE PRIVE | 35 000,00 | 36 750,00 | 38 587,50 | 40 516,88 | 42 542,72 | 44 669,85 | 46 903,35 |
| 752 - Revenus des immeubles non affectés à des activités professionnelles | 24 634,00 | 24 880,34 | 25 129,14 | 25 380,43 | 25 634,24 | 25 890,58 | 26 149,49 |
| TOTAL | 179 634,00 | 191 630,34 | 195 716,64 | 200 897,31 | 205 176,96 | 209 560,43 | 214 052,84 |

2- Les charges

Les charges à caractère général

Elles correspondent aux coûts de fonctionnement des services et des équipements.

Les principales inscriptions concernent le marché d'exploitation du système d'assainissement des réseaux et de la station d'épuration qui a été signé en 2018 pour une durée de 4 ans, et le marché de travaux divers.

Le montant à inscrire au budget primitif de 2021 est de 2 490 235.00 euros pour le marché d'exploitation et 600 000.00 euros pour le marché de travaux divers. Ces deux postes représentent 85% du montant du chapitre 011.

En raison du sinistre des toitures du bâtiment administratif du syndicat, l'expert a préconisé l'évacuation d'une partie des bureaux, ainsi que des sanitaires, du réfectoire, salle de reprographie et bureaux des présidents. De ce fait, le Sictaub va devoir louer pour une durée d'au moins 1 an, des bungalows afin d'y réinstaller le personnel, la salle de réunion (qui va être transformée en bureaux), les sanitaires et le réfectoire. Le coût de cette installation de bungalows est estimé à 50 000.00 pour un an. A cela s'ajoutera tous les frais annexes de raccordement aux réseaux divers, de câblage informatique et électrique.

Tous les frais engagés dans le cadre de ce sinistre sont transmis au cabinet d'avocat qui représente le Sictaub, qui les intègre dans la réclamation financière qui sera demandée auprès du Tribunal dans le cadre du contentieux déposé.

A ce jour ce montant s'élève à 120 000, 00 Euros

Les charges de personnel

En 2021 Le montant du chapitre 012 va augmenter en raison ;

- De l'embauche en octobre 2020, de la géomaticienne du Syndicat pour la mise en œuvre de notre système d'information géographique

- De l'embauche à temps complet sur un emploi permanent de la personne en contrat d'apprentissage sur un poste de technicien assainissement collectif en charge du contrôle des industriels et non domestiques

Un nouveau recrutement est également prévu en 2021. Il s'agit d'un technicien affecté au service collecte qui viendra en renfort sur la partie eaux usées à raison d'un tiers de son temps et sera affecté à la compétence « eaux pluviales » pour les deux tiers restants.

Un poste de chargé de communication sera également pourvu par un étudiant en contrat d'apprentissage ou devant réaliser un stage en cours de formation

Les charges de gestion courante

Elles comprennent les dépenses du chapitre 65 (indemnités et cotisation des élus, charges diverses de gestion courante)

En 2020, avait été inscrite une somme de 32000.00 euros. Cela correspond à l'inscription d'une subvention à rembourser à l'agence de l'Eau concernant le marché de contrôle des non domestiques qui n'a pas été à son terme. Cette somme n'a pas été demandée à ce jour par l'AESN, elle est donc réinscrite en 2021

La section d'investissement

1 – les dépenses

Le budget de 2021 reprendra les restes à réaliser des opérations déjà engagées ;

Les opérations engagées en 2020 qui vont se poursuivre en 2021

- La réhabilitation du collecteur EU rue Vivien et Clos Vivien
- Les travaux du collecteur EU Sente de derrière les murs à Marly la Ville
- La poursuite des travaux d'extension du collecteur D'eaux usées du Hameau de Montgrésin à Orry-la-Ville
- La réalisation de petites extensions : Le Coq chantant à Survilliers, à la gare de Viarmes et au rond-point d'Hentgès à Luzarches

La réalisation des schémas directeur d'assainissement des communes de l'Oise et du Val d'Oise

- La réalisation des schémas directeur d'assainissement des communes de l'Oise et du Val d'Oise

- L'étude pour la mise en place d'un système d'information géographique (SIG)

- La réalisation de la phase 2 B du collecteur de la Vallée de la Thève consistant en la suppression

du PR1 Quartier de la Riollette à La chapelle en Serval

La réalisation du collecteur d'eaux usées Sente du Fréchet et Rue du Fréval à Viarmes en vue d'assainir le futur Ehpad,

- La réhabilitation du collecteur d'eaux usées Rue de la République à Viarmes
- Les travaux d'extension du collecteur d'eaux usées Route de Survilliers à Saint-Witz
- Réalisation du collecteur intercommunal rue du four à Chauv au Plessis-Luzarches

Afin de pouvoir maintenir un autofinancement suffisant jusqu'en 2026, et dégager des résultats cumulés d'exercice positif, il est nécessaire de maîtriser le niveau des investissements à réaliser dans les 6 années à venir.

Ainsi il est proposé de réaliser sur les 6 ans à venir, un montant moyen d'investissement de 3 000 000.00 €

2 – les recettes

Les principales recettes d'investissement sont les subventions accordées par l'Agence de l'eau et le conseil départemental du Val d'Oise, l'excédent reporté et l'excédent capitalisé qui provient de la section de fonctionnement.

Durant les 6 prochaines années, des travaux importants seront réalisés dans le département de l'Oise. On peut citer par exemple, la mise en séparatif d'une partie du réseau unitaire de Coye-la-Forêt estimé à 1 050 000.00 €, la réhabilitation du réseau de la rue de Paris à la chapelle en Serval (2 200 000.00 €), la réhabilitation du réseau de la rue de Paris à Plailly (2 820 000.00 €) et le raccordement du Hameau de Montaby à Mortefontaine.

Ces travaux bénéficient d'un taux de subvention inférieur à celui qui est attribué dans le Val d'Oise par le conseil départemental.

Aussi, il sera proposé d'inscrire sur le budget 2021, un montant de 3 000 000.00 d'euros pour la réalisation d'un emprunt qui fera l'objet d'un tirage en 2021 de 1 500.000.00 euros et d'un second tirage du même montant en 2022

Scénario avec redevance assainissement à 2.15 en 2021 et PPI 2020-2026 suivant les prévisions budgétaires.

| Code | Libellé | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 |
|----------------------------------|--|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|
| Recette de fonctionnement | | 6 522 740 | 5 808 529 | 6 936 502 | 6 864 175 | 7 008 838 | 7 142 888 | 7 275 268 | 7 416 745 |
| 002 | excédent ou déficit de fonctionnement reporté | 519 144 | 333 746 | 617 176 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 013 | Atténuation de charges | 176 | 4 019 | 4 019 | 4 019 | 4 019 | 4 019 | 4 019 | 4 019 |
| 042 | Opérations d'ordre de transfert entre sections | 526 430 | 531 811 | 544 857 | 758 376 | 805 951 | 839 772 | 865 930 | 897 317 |
| 70 | Ventes de produits fabriques, prestations de services, | 5 029 136 | 4 519 079 | 5 367 479 | 5 716 233 | 5 827 500 | 5 937 872 | 6 052 391 | 6 169 101 |
| 74 | Subventions d'exploitation | 299 699 | 239 000 | 215 100 | 193 590 | 174 231 | 156 808 | 141 127 | 127 014 |
| 75 | Autres produits de gestion courante | 141 602 | 179 634 | 186 630 | 190 717 | 195 897 | 203 177 | 210 560 | 218 053 |
| 76 | Produits financiers | 41 | 40 | 40 | 40 | 40 | 40 | 40 | 40 |
| 77 | Produits exceptionnels | 6 513 | 1 200 | 1 200 | 1 200 | 1 200 | 1 200 | 1 200 | 1 200 |
| Dépense de fonctionnement | | 5 588 994 | 5 191 353 | 5 822 751 | 6 503 935 | 6 805 526 | 7 115 127 | 7 416 810 | 7 831 347 |
| 002 | excédent ou déficit de fonctionnement reporté | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 141 541 |
| 011 | Charges à caractère général | 3 512 418 | 2 268 558 | 3 357 263 | 3 525 071 | 3 701 271 | 3 886 280 | 4 080 539 | 4 284 512 |
| 012 | Charges de personnel et frais assimilés | 616 493 | 729 000 | 770 000 | 780 000 | 790 000 | 814 389 | 855 109 | 897 864 |

Envoyé en préfecture le 09/12/2020

Reçu en préfecture le 09/12/2020

Affiché le 09/12/2020



ID : 095-200091924-20201209-2020_053-DE

| | | | | | | | | | |
|--|--|------------------|------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|--------------------|-------------------|
| 042 | Opérations d'ordre de transfert entre sections | 1 292 967 | 1 967 144 | 1 487 549 | 1 986 542 | 2 095 881 | 2 191 592 | 2 253 706 | 2 275 284 |
| 65 | Autres charges de gestion courante | 34 456 | 67 438 | 69 052 | 70 706 | 72 402 | 74 140 | 75 923 | 77 750 |
| 66 | Charges financières | 123 851 | 133 713 | 136 387 | 139 115 | 143 472 | 146 226 | 149 033 | 151 896 |
| 67 | Charges exceptionnelles | 8 808 | 25 500 | 2 500 | 2 500 | 2 500 | 2 500 | 2 500 | 2 500 |
| | Excédent en fonctionnement | 933 746 | 617 176 | 1 113 752 | 360 241 | 203 312 | 27 761 | -141 541 | -414 602 |
| Recette d'investissement | | 7 867 666 | 7 993 265 | 8 367 464 | 5 695 194 | 5 259 422 | 6 126 754 | 7 217 477 | 7 622 004 |
| 001 | Solde d'exécution reporté | 5 089 666 | 4 100 533 | 2 419 129 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 040 | Opérations d'ordre de transfert entre sections | 1 292 967 | 1 967 143 | 1 487 549 | 1 986 542 | 2 095 881 | 2 191 592 | 2 253 706 | 2 275 284 |
| 10 | Dotations, fonds divers et réserves | 240 000 | 600 000 | 0 | 1 113 752 | 360 241 | 203 312 | 27 761 | 0 |
| 13 | Subventions d'investissement | 817 748 | 940 964 | 3 763 697 | 2 117 600 | 2 279 300 | 2 892 850 | 3 727 610 | 3 342 920 |
| 16 | Emprunts et dettes assimilées | 401 895 | 384 625 | 697 089 | 477 300 | 524 000 | 839 000 | 1 208 400 | 2 003 800 |
| 20 | Immobilisations incorporelles | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 21 | Immobilisations corporelles | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 23 | Immobilisations en cours | 25 391 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Dépense d'investissement | | 3 767 133 | 5 574 136 | 11 057 662 | 10 435 890 | 10 216 918 | 14 069 510 | 17 573 411 | 16 768 096 |
| 001 | Solde d'exécution reporté | 0 | 0 | 0 | 2 690 198 | 4 740 696 | 4 957 496 | 7 942 756 | 10 355 934 |
| 040 | Opérations d'ordre de transfert entre sections | 526 430 | 531 811 | 543 388 | 756 907 | 804 481 | 813 481 | 835 072 | 841 726 |
| 13 | Subventions d'investissement | 57 477 | 0 | 1 469 | 1 469 | 1 469 | 26 291 | 30 858 | 55 591 |
| 16 | Emprunts et dettes assimilées | 828 286 | 804 405 | 836 022 | 879 357 | 894 580 | 932 551 | 971 534 | 977 154 |
| 20 | Immobilisations incorporelles | 39 873 | 266 113 | 635 172 | 196 812 | 2 691 | 2 691 | 2 691 | 2 691 |
| 21 | Immobilisations corporelles | 50 128 | 52 751 | 1 000 | 1 000 | 1 000 | 1 000 | 1 000 | 1 000 |
| 23 | Immobilisations en cours | 2 264 938 | 3 919 056 | 9 040 610 | 5 910 146 | 3 772 000 | 7 336 000 | 7 789 500 | 4 534 000 |
| | Excédent en investissement | 4 100 533 | 2 419 129 | -2 690 198 | -4 740 696 | -4 957 496 | -7 942 756 | -10 355 934 | -9 146 093 |
| Solde d'exécution de l'exercice | | 5 034 279 | 3 036 305 | -1 576 446 | -4 380 455 | -4 754 184 | -7 914 995 | -10 497 476 | -9 560 695 |

Scénario avec redevance assainissement à 2.15 en 2021 et PPI 2020-2026 avec prévisions des réalisations

| Code | Libellé | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 |
|----------------------------------|--|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|
| Recette de fonctionnement | | 6 522 740 | 5 808 529 | 7 085 907 | 7 946 051 | 8 680 766 | 9 325 451 | 7 050 177 | 7 441 610 |
| 002 | Excédent ou déficit de fonctionnement reporté | 519 144 | 333 746 | 617 176 | 1 250 482 | 1 874 165 | 2 403 336 | 0 | 264 002 |
| 013 | Atténuation de charges | 176 | 4 019 | 4 019 | 4 019 | 4 019 | 4 019 | 4 019 | 4 019 |
| 042 | Opérations d'ordre de transfert entre sections | 526 430 | 531 811 | 531 212 | 531 212 | 529 960 | 528 960 | 528 949 | 527 005 |
| 70 | Ventes de produits fabriques, prestations de services, | 5 029 136 | 4 519 079 | 5 484 755 | 5 716 233 | 5 827 500 | 5 937 872 | 6 052 391 | 6 169 101 |
| 74 | Subventions d'exploitation | 299 699 | 239 000 | 215 100 | 193 590 | 174 231 | 156 808 | 141 127 | 127 014 |
| 75 | Autres produits de gestion courante | 141 602 | 179 634 | 191 630 | 195 717 | 200 897 | 205 177 | 209 560 | 214 053 |

Envoyé en préfecture le 09/12/2020

Reçu en préfecture le 09/12/2020

Affiché le 09/12/2020



ID : 095-200091924-20201209-2020_053-DE

| | | | | | | | | | |
|--|--|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|
| 76 | Produits financiers | 41 | 40 | 40 | 40 | 40 | 40 | 40 | 40 |
| 77 | Produits exceptionnels | 6 513 | 1 200 | 41 974 | 54 758 | 69 953 | 89 239 | 114 090 | 136 376 |
| Dépense de fonctionnement | | 5 588 994 | 5 191 353 | 5 835 425 | 6 071 886 | 6 277 430 | 6 508 134 | 6 786 175 | 7 072 699 |
| 002 | Excédent ou déficit de fonctionnement reporté | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 011 | Charges à caractère général | 3 512 418 | 2 268 558 | 3 357 263 | 3 525 071 | 3 701 271 | 3 886 280 | 4 080 539 | 4 284 512 |
| 012 | Charges de personnel et frais assimilés | 616 493 | 729 000 | 770 000 | 780 000 | 790 000 | 814 389 | 855 109 | 897 864 |
| 042 | Opérations d'ordre de transfert entre sections | 1 292 967 | 1 967 144 | 1 500 223 | 1 554 494 | 1 569 360 | 1 586 089 | 1 624 475 | 1 659 491 |
| 65 | Autres charges de gestion courante | 34 456 | 67 438 | 69 052 | 70 706 | 72 402 | 74 140 | 75 923 | 77 750 |
| 66 | Charges financières | 123 851 | 133 713 | 136 387 | 139 115 | 141 897 | 144 735 | 147 630 | 150 583 |
| 67 | Charges exceptionnelles | 8 808 | 25 500 | 2 500 | 2 500 | 2 500 | 2 500 | 2 500 | 2 500 |
| | Excédent en fonctionnement | 933 746 | 617 176 | 1 250 482 | 1 874 165 | 2 403 336 | 2 817 317 | 264 002 | 368 911 |
| Recette d'investissement | | 7 867 666 | 7 993 265 | 6 121 920 | 4 101 208 | 3 408 399 | 3 987 362 | 7 192 236 | 6 913 587 |
| 001 | Solde d'exécution reporté | 5 089 666 | 4 100 533 | 2 419 129 | 938 374 | 303 319 | 405 133 | 0 | 1 964 129 |
| 040 | Opérations d'ordre de transfert entre sections | 1 292 967 | 1 967 143 | 1 500 223 | 1 554 494 | 1 569 360 | 1 586 089 | 1 624 475 | 1 659 491 |
| 10 | Dotations, fonds divers et réserves | 240 000 | 600 000 | 0 | 0 | 0 | 0 | 2 817 317 | 0 |
| 13 | Subventions d'investissement | 817 748 | 940 964 | 1 505 479 | 767 040 | 911 720 | 1 157 140 | 1 491 044 | 1 337 168 |
| 16 | Emprunts et dettes assimilées | 401 895 | 384 625 | 697 089 | 841 300 | 624 000 | 839 000 | 1 259 400 | 1 952 800 |
| 23 | Immobilisations en cours | 25 391 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Dépense d'investissement | | 3 767 133 | 5 574 136 | 5 183 546 | 3 797 889 | 3 003 266 | 4 485 123 | 5 228 107 | 3 454 107 |
| 001 | Solde d'exécution reporté | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 497 761 | 0 |
| 040 | Opérations d'ordre de transfert entre sections | 526 430 | 531 811 | 531 212 | 531 212 | 529 960 | 528 960 | 528 949 | 527 005 |
| 13 | Subventions d'investissement | 57 477 | 0 | 40 774 | 53 558 | 68 753 | 88 039 | 112 890 | 135 176 |
| 16 | Emprunts et dettes assimilées | 828 286 | 804 405 | 836 022 | 879 357 | 894 580 | 932 551 | 971 534 | 977 154 |
| 20 | Immobilisations incorporelles | 39 873 | 266 113 | 158 793 | 49 203 | 673 | 673 | 673 | 672 |
| 21 | Immobilisations corporelles | 50 128 | 52 751 | 500 | 500 | 500 | 500 | 500 | 500 |
| 23 | Immobilisations en cours | 2 264 938 | 3 919 056 | 3 616 244 | 2 284 058 | 1 508 800 | 2 934 400 | 3 115 800 | 1 813 600 |
| | Excédent en investissement | 4 100 533 | 2 419 129 | 938 374 | 303 319 | 405 133 | -497 761 | 1 964 129 | 3 459 480 |
| Solde d'exécution de l'exercice | | 5 034 279 | 3 036 305 | 2 188 856 | 2 177 485 | 2 808 469 | 2 319 556 | 2 228 130 | 3 828 391 |

Scénario avec redevance assainissement à 2.15 en 2021 et PPI 2020-2026 avec prévisions
des réalisations et emprunts de 1 500 000 en 2021 et 2022

| Code | Libellé | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 |
|-----------------------------------|--|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|
| Recette de fonctionnement | | 6 522 740 | 5 808 529 | 7 085 907 | 7 946 051 | 8 635 766 | 9 192 870 | 9 652 244 | 9 966 068 |
| 002 | excédent ou déficit de fonctionnement reporté | 519 144 | 333 746 | 617 176 | 1 250 482 | 1 829 165 | 2 270 755 | 2 602 067 | 2 788 459 |
| 013 | Atténuation de charges | 176 | 4 019 | 4 019 | 4 019 | 4 019 | 4 019 | 4 019 | 4 019 |
| 042 | Opérations d'ordre de transfert entre sections | 526 430 | 531 811 | 531 212 | 531 212 | 529 960 | 528 960 | 528 949 | 527 005 |
| 70 | Ventes de produits fabriqués, prestations de services, | 5 029 136 | 4 519 079 | 5 484 755 | 5 716 233 | 5 827 500 | 5 937 872 | 6 052 391 | 6 169 101 |
| 74 | Subventions d'exploitation | 299 699 | 239 000 | 215 100 | 193 590 | 174 231 | 156 808 | 141 127 | 127 014 |
| 75 | Autres produits de gestion courante | 141 602 | 179 634 | 191 630 | 195 717 | 200 897 | 205 177 | 209 560 | 214 053 |
| 76 | Produits financiers | 41 | 40 | 40 | 40 | 40 | 40 | 40 | 40 |
| 77 | Produits exceptionnels | 6 513 | 1 200 | 41 974 | 54 758 | 69 953 | 89 239 | 114 090 | 136 376 |
| Dépense de fonctionnement | | 5 588 994 | 5 191 353 | 5 835 425 | 6 116 886 | 6 365 010 | 6 590 803 | 6 863 785 | 7 145 098 |
| 002 | excédent ou déficit de fonctionnement reporté | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 011 | Charges à caractère général | 3 512 418 | 2 268 558 | 3 357 263 | 3 525 071 | 3 701 271 | 3 886 280 | 4 080 539 | 4 284 512 |
| 012 | Charges de personnel et frais assimilés | 616 493 | 729 000 | 770 000 | 780 000 | 790 000 | 814 389 | 855 109 | 897 864 |
| 042 | Opérations d'ordre de transfert entre sections | 1 292 967 | 1 967 144 | 1 500 223 | 1 554 494 | 1 569 360 | 1 586 089 | 1 624 475 | 1 659 491 |
| 65 | Autres charges de gestion courante | 34 456 | 67 438 | 69 052 | 70 706 | 72 402 | 74 140 | 75 923 | 77 750 |
| 66 | Charges financières | 123 851 | 133 713 | 136 387 | 184 115 | 229 478 | 227 404 | 225 240 | 222 982 |
| 67 | Charges exceptionnelles | 8 808 | 25 500 | 2 500 | 2 500 | 2 500 | 2 500 | 2 500 | 2 500 |
| Excédent en fonctionnement | | 933 746 | 617 176 | 1 250 482 | 1 829 165 | 2 270 755 | 2 602 067 | 2 788 459 | 2 820 969 |
| Recette d'investissement | | 7 867 666 | 7 993 265 | 7 621 920 | 7 101 208 | 6 327 750 | 6 742 993 | 6 464 158 | 6 509 581 |
| 001 | Solde d'exécution reporté | 5 089 666 | 4 100 533 | 2 419 129 | 2 438 374 | 3 222 670 | 3 160 764 | 2 089 239 | 1 560 122 |
| 040 | Opérations d'ordre de transfert entre sections | 1 292 967 | 1 967 143 | 1 500 223 | 1 554 494 | 1 569 360 | 1 586 089 | 1 624 475 | 1 659 491 |
| 10 | Dotations, fonds divers et réserves | 240 000 | 600 000 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 13 | Subventions d'investissement | 817 748 | 940 964 | 1 505 479 | 767 040 | 911 720 | 1 157 140 | 1 491 044 | 1 337 168 |
| 16 | Emprunts et dettes assimilées | 401 895 | 384 625 | 2 197 089 | 2 341 300 | 624 000 | 839 000 | 1 259 400 | 1 952 800 |
| 23 | Immobilisations en cours | 25 391 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |

| Dépense d'investissement | 3 767 133 | 5 574 136 | 5 183 546 | 3 878 538 | 3 166 986 | 4 880 754 | 4 904 036 | 3 633 008 |
|--|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|
| 001 Solde d'exécution reporté | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 040 Opérations d'ordre de transfert entre sections | 526 430 | 531 811 | 531 212 | 531 212 | 529 960 | 528 960 | 528 949 | 527 005 |
| 13 Subventions d'investissement | 57 477 | 0 | 40 774 | 53 558 | 68 753 | 88 039 | 112 890 | 135 176 |
| 16 Emprunts et dettes assimilées | 828 286 | 804 405 | 836 022 | 960 007 | 1 058 299 | 1 101 182 | 1 145 224 | 1 156 055 |
| 20 Immobilisations incorporelles | 39 873 | 266 113 | 158 793 | 49 203 | 673 | 673 | 673 | 672 |
| 21 Immobilisations corporelles | 50 128 | 52 751 | 500 | 500 | 500 | 500 | 500 | 500 |
| 23 Immobilisations en cours | 2 264 938 | 3 919 056 | 3 616 244 | 2 284 058 | 1 508 800 | 2 934 400 | 3 115 800 | 1 813 600 |
| Excédent en investissement | 4 100 533 | 2 419 129 | 2 438 374 | 3 222 670 | 3 160 764 | 2 089 239 | 1 560 122 | 2 876 573 |
| Solde d'exécution de l'exercice | 5 034 279 | 3 036 305 | 3 688 856 | 5 051 835 | 5 431 519 | 4 691 307 | 4 348 581 | 5 697 543 |

SYNTHESE ET PROPECTIVE PPI 20212026 selon le dernier scénario présenté

| critères d'analyse | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 |
|--|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|
| Rec fonct courant | 4 941 732,00 € | 5 895 504,00 € | 6 109 558,00 € | 6 206 647,00 € | 6 303 875,00 € | 6 407 097,00 € | 6 514 187,00 € |
| Dep fonct courant | 3 064 996,00 € | 4 196 314,00 € | 4 375 777,00 € | 4 563 672,00 € | 4 774 809,00 € | 5 011 570,00 € | 5 260 125,00 € |
| Epargne de gestion | 1 876 736,00 € | 1 699 190,00 € | 1 733 781,00 € | 1 642 975,00 € | 1 529 066,00 € | 1 395 527,00 € | 1 254 062,00 € |
| Résultats financiers (charges financières - produits financiers) | - 133 673,00 € | - 136 347,00 € | - 184 075,00 € | - 229 437,00 € | -27 364,00 € | - 225 199,00 € | - 222 941,00 € |
| Résultats exceptionnels (produits exceptionnels - charges exceptionnelles) | - 24 300,00 € | 39 474,00 € | 52 258,00 € | 67 453,00 € | 86 739,00 € | 111 589,00 € | 133 875,00 € |
| Epargne brute | 1 718 763,00 € | 1 602 317,00 € | 1 601 964,00 € | 1 480 991,00 € | 1 388 441,00 € | 1 281 917,00 € | 1 164 996,00 € |
| Remb courant du capital de la dette | 804 405,00 € | 836 022,00 € | 960 007,00 € | 1 058 299,00 € | 1 101 181,00 € | 1 145 223,00 € | 1 156 054,00 € |
| Epargne disponible ou Autofinancement net | 914 358,00 € | 766 295,00 € | 641 957,00 € | 422 692,00 € | 287 260,00 € | 136 694,00 € | 8 942,00 € |
| Dépenses réelles d'investissement | 4 237 920,00 € | 3 816 311,00 € | 2 387 319,00 € | 1 578 726,00 € | 3 023 612,00 € | 3 229 862,00 € | 1 949 947,00 € |



| | | | | | | | |
|---------------------------------|----------------|----------------|-----------------|----------------|----------------|----------------|-----------------|
| Recette réelle d'investissement | 1 325 589,00 € | 2 202 568,00 € | 1 608 340,00 € | 1 535 720,00 € | 1 996 140,00 € | 2 750 444,00 € | 3 289 968,00 € |
| Besoin de financement | 2 912 331,00 € | 1 613 743,00 € | 778 979,00 € | 43 006,00 € | 1 027 472,00 € | 479 418,00 € | -1 340 021,00 € |
| Emprunts nouveaux | | 1 500 000,00 € | 1 500 000,00 € | | | | |
| Résultat reporté n-1 | 5 034 279,00 € | 3 003 306,00 € | 3 688 857,00 € | 5 051 835,00 € | 5 431 520,00 € | 4 691 307,00 € | 4 348 582,00 € |
| Résultat exercice n au 31/12 | 3 036 306,00 € | 3 688 857,00 € | 5 051 835,00 € | 5 431 520,00 € | 4 691 307,00 € | 4 348 582,00 € | 5 697 543,00 € |
| Dette au 31/12 | 8 491 388,00 € | 9 852 454,00 € | 11 233 747,00 € | 10 799 448 € | 10 537 266 € | 10 651 422€ | 11 448 188€ |
| Capacité de désendettement | 4,94 | 6,15 | 7,01 | 7,29 | 7,59 | 8,31 | 9,83 |

Le comité syndical à la majorité - 3 abstentions Monsieur FALLOT (élu de la commune de Noisy sur Oise, Monsieur DANIEL élu de la commune de Noisy sur Oise et Monsieur GUEDON élu de la commune de Survilliers), prend acte des orientations budgétaires de 2021

Fait et délibéré les jours, mois et an susdits.
 Au registre suivent les signatures

Pour copie conforme :
 A Asnières sur Oise, le 07/12/2020
 Le Président

Envoyé en préfecture le 09/12/2020

Reçu en préfecture le 09/12/2020

Affiché le 09/12/2020



ID : 095-200091924-20201209-2020_053-DE